

Mais, pour l'instant, il serait probablement irréaliste de supposer que tous les membres de l'OMC, soit plus d'une centaine de pays, pourraient, à l'unisson, libéraliser leurs marchés de façon telle qu'il leur serait possible de rattraper les blocs régionaux. Il serait tout aussi irréaliste de supposer que les blocs régionaux s'ouvriraient volontairement au reste du monde selon le principe de la nation la plus favorisée.

Non seulement serait-ce ainsi faire abstraction du problème des « francs-tireurs », mais cela pourrait nuire à la dynamique concurrentielle qui fait avancer le commerce mondial.

Au lieu de cela, on pourrait trouver des moyens de jeter des ponts entre les blocs.

C'est sur cette nécessité – la nécessité de rapprocher les régions et d'éviter les affrontements – que repose l'invitation faite récemment par le Canada à l'Union européenne d'envisager le libre-échange avec les pays de l'ALENA.

Maintenant que le Canada s'est engagé à pratiquer le libre-échange avec l'Amérique latine ainsi qu'avec une bonne partie de l'Asie, la persistance de certains obstacles au commerce avec l'Europe tient chaque jour davantage de l'anomalie.

D'autant plus que le lien transatlantique, composé d'entrelacs croissants d'investissements et de technologies, est déjà l'un des plus intégrés au monde.

Certes, il devrait être possible, d'approfondir, plus facilement et plus rapidement qu'avec toute autre région, la relation que l'Amérique du Nord entretient avec l'Europe. En effet, il s'agirait non seulement d'améliorer l'accès à nos marchés respectifs, mais de bâtir sur le dynamisme, la compétitivité et la masse critique de l'économie transatlantique ; autrement dit, et comme l'a suggéré notre premier ministre, de réactiver notre relation économique.

Dans toute discussion ayant trait au commerce transatlantique, certaines difficultés viennent immédiatement à l'esprit, dont la moindre n'est pas la négociation des questions agricoles. Mais pourquoi vouloir trébucher d'emblée? Pourquoi ne pas entreprendre au départ un projet global et de plus ample portée, en ne négociant de façon détaillée que les questions sur lesquelles les pays ne réussiraient pas à s'entendre?

Pour commencer, nous pourrions proposer d'éliminer les droits de douane sur les produits industriels à compter d'une date donnée, ce qui refléterait à bien des égards des engagements déjà pris au sein de divers forums régionaux. L'investissement est un autre secteur où les progrès pourraient être plus significatifs dans le cadre transatlantique que dans d'autres contextes, à la fois plus